



CR officiel du Sénat du 28/06/2014 par les représentants du personnel élus sur la liste UNSA

Sénat du 28/06/2014

Informations du Président :

- réforme territoriale
- Uni GR : le partenaire liégeois semble prêt à s'intégrer plus au projet.

Deux questions sont plus particulièrement traitées :

- nouvelle vague de projets « IDEX ». Le nouvel appel à projet n'est pas encore sorti, mais il a été annoncé, avec deux formules, quelques IDEX et une nouvelle formule I SITE pour un niveau moins élevé. Le président propose de candidater à l'IDEX, d'autant plus que la procédure prévoirait la possibilité d'un examen du préprojet par le jury avec une évaluation de ce qu'il y aurait à améliorer et la possibilité de rediriger le dossier vers une candidature I SITE, plus orientée vers le développement économique local. Une première équipe restreinte a été réunie autour du président pour réfléchir sur ce dossier. Le reproche fait à la première candidature IDEX reposait essentiellement sur un potentiel scientifique insuffisant. Il est envisagé un « advisor comity », et de rédiger directement le projet en anglais. Pour la gouvernance de l'UL, l'idée n'est pas créer une structure au sein de l'université. Le nouveau projet lorrain devra mettre plus l'accent sur des outils structurants (carte jouée par Strasbourg)

Le débat porte sur plusieurs points. Certains sénateurs considèrent que la logique d'aménagement du territoire n'est pas favorable au succès d'un IDEX lorrain, avec la proximité de Strasbourg et l'importance d'autres candidatures comme Montpellier, Lyon, Grenoble et l'absence de certains centres comme Lille après le premier appel d'offre.

D'autres sénateurs regrettent que ce sujet n'ait pas été anticipé : à tout le moins le support de présentation aurait pu être proposé aux sénateurs un peu avant la réunion.

Le vote du sénat se traduit par une importante minorité de refus de vote (absence de transmission préalable des documents aux sénateurs) et par une nette majorité de votes positifs : le sénat approuve donc le dépôt d'une candidature IDEX par l'UL.

- le second point principal porte sur la situation financière. Celle-ci est préoccupante. 2013 s'achève sur un résultat positif grâce à une dotation exceptionnelle de l'Etat mais les recettes 2014 sont actuellement bien inférieures aux prévisions et la masse salariale est très difficile à maîtriser : les mesures ministérielles ne prévoient pas un abondement du budget à hauteur des charges qu'elles entraînent : par exemple l'augmentation du salaire des personnels de catégorie C va consommer l'économie engendrée par la non publication de postes prévue à la rentrée 2015. Il faut agir sur les recettes (par exemple s'engager dans plus de projets européens) et mieux maîtriser les dépenses : les efforts porteront du côté des fluides (hausse des prix à prévoir au cours des prochaines années) et de la masse salariale (maîtrise des heures complémentaires donc de l'offre de formation).

La VP RH annonce la proposition de différentes mesures : maîtrise des heures comp. et de l'emploi des contractuels ; ensemble de mesures portant sur la création d'un compte épargne heures pour les enseignants, formation des personnels, élaboration d'un vade mecum enseignant, rattrapage indemnitaire partiel pour les BIATSS, effort en soutien du doctorat (contrats doctoraux



supplémentaires) ; adaptation du potentiel RH par redéploiement de postes (enseignants et BIATSS).

Les débats sont clôturés par un vote avec une forte minorité de refus de vote et une nette majorité pour approuver les axes de la politique financière proposés devant les sénateurs.